

Fiche de Synthèse : La Formation du Contrat

Introduction

- **Contrat** : Acte juridique (manifestation de volonté produisant effets de droit), accord de volontés basé sur l'**autonomie de la volonté**.
- **Principes** : Liberté contractuelle, force obligatoire du contrat (ne peut être rétracté unilatéralement).

I. Conditions de Validité des Contrats (Art. 1128 C.civ.)

1. **Le consentement des parties.**
2. Leur **capacité de contracter**.
3. Un **contenu licite et certain**.

A. Le Consentement des Parties (ne doit pas être vicié)

- Doit être **libre et éclairé** (Art. 1109 C.civ. anc., maintenant Art. 1130 C.civ.). Absence de vices : erreur, dol, violence.
- 1. **L'Erreur (Art. 1132 à 1136 C.civ.)** : Croyance fausse sur les qualités essentielles de la chose ou sur la personne (contrats *intuitu personae*).
 - **Conditions de nullité** :
 - Déterminante du consentement.
 - Ne porte pas sur la simple valeur.
 - Non inexcusable (selon capacités de celui qui s'est trompé).
 - Ne porte pas sur les simples motifs (sauf exception).
- 2. **Le Dol (Art. 1137 C.civ.)** : Manœuvres (tromperies, mensonges, dissimulation intentionnelle d'information déterminante) destinées à tromper l'autre partie. Émane du cocontractant ou d'un tiers de connivence.
 - **Conditions de nullité** :
 - Déterminant du consentement.
 - Volontaire (intentionnel).
 - Réel (prouvé par tout moyen).
- 3. **La Violence (Art. 1140 C.civ.)** : Contrainte physique ou morale pour obtenir le consentement. Émane du cocontractant ou d'un tiers. Appréciation *in concreto*.
 - **Violence économique (abus de faiblesse)** : Abus d'un état de dépendance pour obtenir un engagement que l'autre n'aurait pas souscrit sans la contrainte, en en tirant

un avantage manifestement excessif.

- **Conditions de nullité :**
 - Déterminante.
 - Illégitime (non autorisée par la loi).

B. La Capacité des Parties (Art. 1145 à 1147 C.civ.)

- **Capacité d'exercice :** Possibilité d'exercer seule ses droits.
- **Incapables :** Mineurs non émancipés, majeurs protégés (tutelle) ne peuvent contracter seuls (sauf actes courants de la vie quotidienne).
- **Personne morale :** Capacité limitée à son objet social (principe de spécialité). Exercée par dirigeants.

C. Un Contenu Licite et Certain

1. Licéité (stipulations et but) :

- *Objet de la prestation :* Ne doit pas être prohibé par la loi ni contraire à l'ordre public (ex: vente de drogue).
- *But du contrat :* Objectif poursuivi licite (ex: achat d'animaux pour combats illicite).

2. Certitude du contenu :

- *Possible :* Obligation réalisable (pas d'impossibilité absolue, ex: voyage sur Mars).
- *Existant ou futur* (ex: vente de récolte à venir).
- *Déterminé ou déterminable* (qualité précisée/précisable).
- *Prix déterminé* (ou déterminable, fixation unilatérale possible si convenue et motivée en cas de contestation).
- *Juste et non déséquilibré* (Art. 1168 C.civ.) : Contrepartie ne doit pas être illusoire (inexistante en réalité) ou dérisoire (tellement faible qu'inexistante). Un déséquilibre significatif peut entraîner l'abusivité de clauses.

II. Sanction du Non-Respect des Conditions de Validité

A. La Nullité

- **Définition :** Sanction d'invalidité d'un contrat, prononcée par le juge ou constatée d'accord parties, si une condition de formation n'est pas respectée.
- **Distinction nullité relative / absolue :**
 - **Nullité absolue :** Violation d'un intérêt général (licéité du contenu). Peut être demandée par toute personne intéressée. Prescription : 5 ans dès connaissance des

faits.

- **Nullité relative** : Violation d'un intérêt privé (vices du consentement, incapacité). Peut être demandée seulement par la partie protégée ou son représentant. Prescription : 5 ans dès la découverte du vice ou la cessation de l'incapacité.
- **Confirmation** : Renonciation à se prévaloir de la nullité relative. Volonté certaine et non équivoque.
- **Effets de la nullité** :
 - Effacement rétroactif du contrat (restitutions réciproques des prestations). Restitution en valeur si nature impossible.
 - **Limites à la rétroactivité** :
 - Contrats à exécution successive : Effet pour l'avenir seulement.
 - Nullité pour incapacité : Restitution que de ce qui a "tourné à son profit".
- **Exception de nullité** : Moyen de défense pour s'opposer à l'exécution d'un contrat vicié (imprescriptible si le contrat n'a pas commencé à être exécuté).

B. La Caducité du Contrat

- Contrat valablement formé qui devient caduc si un de ses éléments essentiels disparaît ultérieurement.
- Ex: Autorisation administrative nécessaire non obtenue, destruction de la chose vendue avant livraison.
- Met fin au contrat, peut donner lieu à restitutions.

III. Classifications des Contrats (7 classifications principales)

A. Contrats Synallagmatiques et Unilatéraux

- **Synallagmatique** : Obligations réciproques et interdépendantes (ex: vente, bail).
 - *Preuve* : Autant d'originaux que de parties.
 - *Sanction inexécution* : Exécution forcée, D&I.
- **Unilatéral** : Une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres sans engagement réciproque de celles-ci (ex: donation, cautionnement). Accord de volontés nécessaire.
 - *Preuve* : (Art. 1376 C.civ.) Mention manuscrite de la somme/quantité en lettres et chiffres.

B. Contrats à Titre Gratuit et à Titre Onéreux

- **À titre onéreux** : Chaque partie reçoit un avantage en contrepartie de celui qu'elle procure (ex: vente, bail).
- **À titre gratuit** : Une partie procure un avantage sans attendre de contrepartie (intention libérale) (ex: donation). Souvent *intuitu personae*. Responsabilité du débiteur plus difficile à engager.

C. Contrats Commutatifs et Aléatoires

- **Commutatif** : Avantages réciproques considérés comme équivalents et déterminés dès la conclusion (ex: vente à prix fixé). Lésion (déséquilibre) admise dans certains cas.
- **Aléatoire** : Effets (avantages/pertes) dépendent d'un événement incertain (ex: assurance, viager). Lésion généralement écartée.

D. Contrats Consensuels, Solennels et Réels

- **Consensuel** : Se forme par le seul échange des consentements (ex: vente de meuble). Pas de formalisme.
- **Solennel** : Validité subordonnée à des formes déterminées par la loi (respect *ad validitatem*, sanction : nullité) (ex: vente immobilière - acte authentique).
- **Réel** : Formation subordonnée à la remise de la chose (en plus de l'accord) (ex: dépôt, prêt à usage).

E. Contrats de Gré à Gré et d'Adhésion (Art. 1110 C.civ.)

- **De gré à gré** : Stipulations négociables entre les parties (libres de discuter). Interprétation en faveur du débiteur.
- **D'adhésion** : Ensemble de clauses non négociables, déterminées à l'avance par une partie.
 - Interprétation contre celui qui l'a proposé.
 - Sanction des clauses abusives (Art. 1171 C.civ.) : Clause créant un déséquilibre significatif est réputée non écrite.

F. Contrats à Exécution Instantanée et Successive

- **Instantanée** : Obligations exécutables en une prestation unique (ex: vente au comptant). Nullité/résolution opèrent rétroactivement.
- **Successive** : Obligations d'au moins une partie s'exécutent en plusieurs prestations échelonnées dans le temps (durée essentielle) (ex: bail, contrat de travail). Nullité/résiliation pour l'avenir.

G. Contrats Nommés et Innommés

- **Nommé** : Réglementé par la loi, soumis à des règles propres (ex: vente, prêt, dépôt).
- **Innommé** : Non soumis à une réglementation spécifique, régi par le droit commun des contrats (ex: coaching, assistance téléphonique).